

CAMERA DEI DEPUTATI

Doc. **XII-bis**
N. 67

RISOLUZIONE DELL'ASSEMBLEA PARLAMENTARE DELL'ATLANTICO DEL NORD

Risoluzione n. 282
sull'economia russa (*)

Annunziata il 20 dicembre 1998

L'ASSEMBLÉE,

1. Reconnaissant que les problèmes économiques actuels de la Russie constituent le plus grand défi à la démocratie et au bien-être auquel ce pays est confronté depuis sa renaissance;

2. Regrettant les souffrances humaines que les difficultés économiques russes entraînent, et en particulier le fait que de nombreux travailleurs ne soient pas payés;

3. Consciente que la crise n'est pas exclusivement un problème russe, qu'elle est potentiellement porteuse de graves conséquences politiques, économiques et de sécurité pour l'Occident, et qu'avec la crise

asiatique, elle mine en partie la confiance dans les économies émergentes, même celles qui sont scrupuleuses dans leur gestion;

4. Affirmant que des éléments de la crise actuelle peuvent être attribués à des problèmes d'insuffisance de transparence légale et économique, de privatisation incomplète ou non transparente, de corruption et à des activités criminelles organisées;

5. Reconnaissant qu'il est difficile de réformer l'économie russe et que, à elle seule, une thérapie de choc ne peut engendrer la prospérité, étant donné le poids considérable du passé de la Russie et, en particulier, l'accablant héritage psychologique, moral, économique et structurel laissé par le régime soviétique;

(*) Présentée par la Commission économique.

6. Souscrivant à l'idée suivant laquelle, si le recours à la planche à billets n'est pas une solution appropriée car il est pratiquement certain que cela déclencherait une hyperinflation;

7. Appréciant le rôle central que les investissements étrangers directs et indirects peuvent jouer pour apporter des crédits à des régions manquant cruellement de capitaux et introduire de nouvelles normes de gestion et de savoir-faire dans le développement de produits, le contrôle de la qualité, le financement, la commercialisation, la logistique et l'exportation;

8. Se préoccupant cependant du fait que des capitaux flottants parfaitement liquides ne font que compliquer les problèmes de la Russie et d'autres économies émergentes;

9. Notant que les gouvernements et les institutions financières occidentaux soit ont été incapables de reconnaître la gravité des problèmes structurels de la Russie, soit ont choisi de les ignorer en raison de considérations stratégiques « plus larges » — une approche qui a fini par se révéler insoutenable;

10. Déplorant le fait que certaines institutions financières occidentales, sans le savoir ou en toute connaissance de cause, ont facilité le blanchiment de bénéfices illégaux et ont ainsi contribué à la fuite gigantesque et catastrophique de capitaux hors de Russie, ainsi qu'au détournement de crédits désespérément nécessaires; et

11. Soutenant que la crise en Russie constitue un avertissement démontrant que des marchés non réglementés et corrompus, l'absence d'une législation adéquate et de l'assurance que les lois soient adéquatement appliquées peuvent directement déboucher sur une crise économique, politique et morale;

12. INVITE INSTAMMENT le gouvernement russe et l'Assemblée fédérale russe à ne pas renoncer à l'objectif à long terme

consistant à créer une économie de marché;

13. DEMANDE INSTAMMENT aux autorités russes de résister à la tentation de recourir à une inflation catastrophique du rouble et SUGGERE qu'avec l'aide financière occidentale, elles maintiennent le cours du rouble par rapport à l'euro, éventuellement par le biais d'une commission monétaire;

14. SUGGERE au gouvernement russe et à l'Assemblée fédérale russe d'envisager l'élaboration de nouvelles stratégies de confiscation des actifs contrôlés par des groupes criminels et de reprivatisation de ces actifs de manière opportune, ordonnée et transparente. Cela pourrait, entre autre choses, contribuer à renflouer les finances de l'Etat et à garantir que le secteur privé soit entre les mains de chefs d'entreprise dans un contexte de concurrence et non de groupes mafieux. Les responsables russes pourraient également envisager des stratégies pour encourager les Russes à rapatrier leurs actifs qui se trouvent à l'étranger;

15. CONJURE l'Etat russe de faire tout ce qui est en son pouvoir pour traiter les investisseurs étrangers sur le même pied que les acteurs économiques nationaux. Il s'agit là d'un objectif politique ambitieux qui, s'il est adéquatement réalisé, garantira à l'économie russe de demeurer liée à l'ordre économique et financier mondial, et d'avoir ainsi la possibilité de profiter des nombreux avantages offerts par ces liens;

16. DEMANDE INSTAMMENT aux autorités russes d'établir des procédures comptables, des codes fiscaux et des lois commerciales transparents, fermement appliqués et pas trop pesants, afin d'encourager les entreprises évoluant dans l'économie parallèle à rejoindre l'économie officielle;

17. INVITE INSTAMMENT les gouvernements, les parlements et les dirigeants militaires occidentaux, dont les forces sont depuis peu composées de professionnels et

réduites en effectifs pour plus de rentabilité, à collaborer plus étroitement avec les responsables russes afin de partager leurs expériences respectives;

18. INVITE les institutions financières occidentales à collaborer avec les autorités russes pour faire la chasse à « l'argent sale » et, lorsqu'elles en sont priées, à geler celui-ci et à le rapatrier éventuellement;

19. SUGGERE que l'Assemblée fédérale russe et le gouvernement russe collaborent étroitement avec les institutions financières internationales, les gouvernements, les ONG et les organes interparlementaires tels que l'Assemblée de l'Atlantique Nord, afin de profiter de l'expérience collective de ces institutions et de leur personnel, et d'en tirer des leçons bénéfiques pour le peuple russe;

20. SOUTIENT FERMEMENT la création récente du groupe de surveillance

AAN-Assemblée fédérale russe pour la supervision de la mise en œuvre de l'Acte fondateur OTAN-Russie, tout en appelant l'Assemblée de l'Atlantique Nord à renforcer ses liens avec l'Assemblée fédérale russe pour veiller à ce que les questions économiques demeurent au centre du dialogue;

21. INVITE INSTAMMENT les gouvernements occidentaux à analyser avec compréhension la situation difficile de l'économie russe et à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour restructurer sa dette extérieure, une mesure qui aura un impact positif sur son économie comme sur les économies occidentales;

22. ESTIME que toute nouvelle aide financière apportée par des institutions financières occidentales devrait chercher à déclencher le redressement de l'économie russe, les détournements à des fins spéculatives ou criminelles devant être évités.

N. B. Traduzione non ufficiale**Risoluzione n. 282
sull'economia russa (*)**

L'ASSEMBLEA,

1. Riconoscendo che l'attuale travaglio economico in Russia costituisce la maggiore sfida alla democrazia ed al benessere che la Russia si sia trovata ad affrontare dalla sua nascita;

2. Rincrescendosi dei reali costi umani delle difficoltà economiche russe ed in particolare il fatto che molti lavoratori non ricevono il salario;

3. Consapevoli che la crisi non è in alcun modo un problema esclusivamente russo, che ha in sé, potenzialmente, gravi conseguenze per la sicurezza, la politica e l'economia per l'Occidente e che, insieme alla crisi asiatica, essa ha in parte pregiudicato la fiducia nelle economie emergenti, anche di quelle che hanno gestito scrupolosamente i loro affari economici;

4. Affermando che alcuni elementi dell'attuale crisi possono essere attribuiti ai problemi di inadeguata trasparenza giuridica ed economica, privatizzazione incompleta o non trasparente, corruzione e attività della criminalità organizzata;

5. Riconoscendo che la riforma economica è difficile in Russia e che la terapia d'urto da sola non può creare la prosperità tenuto conto del grande peso del passato della Russia ed in particolare la devastante eredità psicologica, morale, economica e strutturale del regime sovietico;

6. Condividendo l'opinione che, se è vero che la stampa di carta moneta non è una sensata politica alternativa dal momento che quasi certamente innesca una iperinflazione;

7. Apprezzando il ruolo centrale che gli investimenti stranieri diretti e di portafoglio possono svolgere per fornire stanziamenti a regioni affamate di capitale e nell'introdurre nuovi standard manageriali, *know-how* nello sviluppo produttivo, controllo di qualità, finanziamenti, marketing, logistica ed esportazioni;

8. Memori, tuttavia, del fatto che l'eccesso di denaro scottante liquido ha moltiplicato i problemi della Russia e di altre democrazie emergenti;

9. Preso atto del fatto che i governi occidentali e le istituzioni finanziarie non sono riuscite a riconoscere la serietà dei problemi strutturali della Russia ovvero

(*) Presentata dalla Commissione economica.

hanno preferito ignorarli per considerazioni strategiche di più ampio respiro - una impostazione quest'ultima che si è dimostrata insostenibile;

10. Deplorando il fatto che alcune istituzioni finanziarie occidentali hanno, inconsapevolmente o scientemente, agevolato il riciclaggio di profitti illeciti contribuendo all'immenso e catastrofico deflusso di capitali dalla Russia nonché l'appropriazione indebita di stanziamenti disperatamente richiesti;

11. E asserendo che la crisi in Russia si erge ad ammonimento del fatto che mercati non regolati o corrotti, una regolazione insufficiente e una insufficiente attività di polizia possono condurre direttamente ad una crisi economica, politica e morale;

12. SOLLECITA il governo russo e l'Assemblea Federale Russa a non abbandonare l'obiettivo a lungo termine di introdurre una economia di mercato;

13. INVITA le autorità russe a resistere alla tentazione di inflazionare eccessivamente il rublo e suggerisce che, con l'assistenza finanziaria dell'Occidente, esse possano infine agganciare il rublo all'Euro, eventualmente tramite una *currency board*;

14. SUGGERISCE che il governo e la Duma valutino la possibilità di mettere a punto nuove strategie per confiscare i beni controllati dai gruppi criminali per riprivatizzare tali beni in modo tempestivo, ordinato e trasparente. Tra le altre cose, ciò potrebbe contribuire a riempire le casse dello stato ormai vuote ed assicurare che il settore privato sia nelle mani degli imprenditori operanti in condizioni di libera concorrenza e non in quelle dei gruppi mafiosi. Le autorità russe potrebbero anche studiare le strategie volte ad incoraggiare i russi a rimpatriare i beni che attualmente detengono all'estero;

15. IMPLORANO lo stato russo a fare quanto è in suo potere per trattare gli investitori stranieri allo stesso modo degli agenti economici nazionali - un ampio obiettivo politico che, se attuato correttamente, assicurerà che l'economia russa rimanga agganciata all'ordine commerciale e finanziario mondiale e sia quindi in grado di trarre tutti i vantaggi che tali legami offrono;

16. IMPLORA le autorità russe di introdurre procedure contabili, codici fiscali e leggi sulle attività imprenditoriali che siano trasparenti, applicate in modo uniforme ma non eccessivamente onerose al fine di incoraggiare le imprese che operano in nero ad emergere nella economia reale;

17. SOLLECITA i governi occidentali, i parlamenti ed i dirigenti militari, che recentemente hanno ridotto in dimensioni e trasformato in corpi professionali i loro apparati militari a renderli meno dispendiosi, e a lavorare più strettamente con i funzionari russi che condividono le loro comuni esperienze;

18. RIVOLGE UN APPELLO alle istituzioni finanziarie dell'Occidente perché lavorino con le autorità russe per rintracciare i beni frutto di guadagni illeciti e, laddove richiesto, a congelare o, se del caso, rimpatriare tali beni;

19. SUGGERISCE che l'Assemblea Federale Russa ed il Governo russo lavorino in stretta collaborazione con le istituzioni finanziarie, i governi, le ONG e le istituzioni interparlamentari, quali l'Assemblea dell'Atlantico del Nord, per trarre profitto dall'esperienza comune di tali istituzioni e da quella del loro personale a vantaggio del popolo russo;

20. DÀ IL SUO PIENO AVALLO alla recente istituzione di un gruppo di monitoraggio NATO-Duma per la verifica dell'attuazione dell'Atto fondatore NATO-Russia esortando al contempo l'Assemblea dell'Atlantico del Nord ad approfondire ancor di più i legami con la Duma così da

assicurare che i problemi economici rimangano al centro del dialogo tra le due assemblee.

21. SOLLECITA i governi occidentali ad affrontare con comprensione la difficile situazione dell'economia russa e compiere ogni possibile sforzo per ristrutturare il suo debito estero, un'operazione che avrà

un impatto positivo sia su tale economia che su quelle occidentali;

22. RITIENE che eventuali ulteriori aiuti finanziari erogati dalle istituzioni finanziarie occidentali dovrebbero tendere a rimettere in moto l'economia russa e non dovrebbero essere dirottati a fini speculativi o illeciti.